

CONFRONTATIONS
EUROPE

VOTE

**« POUR UNE EUROPE
QUI NE LAISSE
PERSONNE DE CÔTÉ »**

PAR ATD QUART MONDE



Par ATD Quart Monde,

(*Agir tous pour la Dignité*), ONG internationale luttant contre la grande pauvreté.

« POUR UNE EUROPE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ »

Depuis plus de 65 ans, ATD Quart Monde (Agir tous pour la Dignité) travaille à éradiquer la grande pauvreté. Fondé en 1957 par Joseph WRESISNSKI, ce mouvement réunit des individus de toutes cultures, de toutes convictions, de toutes opinions politiques et classes sociales. Présent dans plus de 30 pays dont 11 États membres de l'Union Européenne, le Mouvement s'évertue à déconstruire les idées fausses sur les pauvres et à penser, avec les personnes concernées, de nouvelles politiques autour de l'accès aux droits pour tous. ATD Quart Monde propose aux candidats aux élections européennes un Manifesto, pour construire une Europe qui ne laisse personne de côté.

Les inégalités en Europe sont en hausse. D'après Eurostat, 95,3 millions de personnes vivaient dans la pauvreté ou l'exclusion sociale dans l'Union européenne en 2022.

Ce chiffre représente 21,6% de la population, soit une personne sur cinq [1]. Ces statistiques se fondent sur les critères établis par l'Union européenne tels que le niveau de revenu, une forte privation sociale et matérielle et l'accès au travail au sein d'un foyer. Mais elles « oublient » de prendre en compte d'autres critères essentiels reflétant toutes les dimensions de la pauvreté dont l'abus institutionnel et la perte d'autonomie [2].

L'Union européenne s'est engagée à réduire le nombre de personnes confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale à 15 millions d'ici 2030 (dont 5 millions d'enfants) [3]. Aujourd'hui, cet objectif est non seulement loin d'être atteignable, il laisse aussi de côté 80 millions de personnes.

[1] Eurostat - Personnes menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale en 2022
https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_01_10/default/bar?lang=fr

[2] <https://www.atd-quartmonde.fr/produit/les-dimensions-cachees-de-la-pauvrete/>

[3] <https://op.europa.eu/webpub/empl/european-pillar-of-social-rights/fr/>

Le premier ODD : « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et l'objectif « Ne laisser personne de côté » qui est au cœur de l'Agenda 2030 pour le développement durable ne peuvent être considérés comme de simples positions de principe.

Les mesures politiques européennes et nationales actuelles sont bien trop éloignées de la réalité et des besoins des individus en situation de pauvreté. Un trop grand nombre de mesures politiques visent à mettre en place des solutions sur le court terme plutôt que sur le long terme. Notre ambition doit être celle d'une Europe qui refuse la misère et s'engage à respecter l'égalité de dignité de tous les êtres humains.

Les plus pauvres, des citoyens à part entière :

Pour ATD Quart Monde, afin de mettre en œuvre des mesures politiques plus efficaces, qui s'adressent à tout le monde sans exception, il est essentiel qu'un dialogue direct entre les décideurs européens et les personnes confrontées à la pauvreté se mette en place. L'expérience et les connaissances de celles et ceux vivant dans la pauvreté doivent être valorisées et prises en compte, ce qui doit être garanti par la mise en place d'espaces permanents et judicieusement conçus à des fins de réflexion et de dialogue.

Il est vital de reconnaître que les individus confrontés à ce type d'expérience sont des acteurs politiques à part entière, au sein d'une Europe démocratique qui ne laisse personne de côté.

Il est de la responsabilité des institutions européennes de développer des initiatives ambitieuses afin de mettre en pratique les principes européens au cœur des droits sociaux. Les fonds européens doivent soutenir ces initiatives autant que possible, leur but étant de rendre l'Union européenne plus inclusive et équitable.

Le Mouvement a donc choisi de publier des recommandations qui se fondent sur les efforts et les préoccupations des 150 groupes locaux d'ATD Quart Monde en Europe et de les soumettre aux différents candidats pour les inciter à intégrer la question de l'égalité de dignité dans leurs programmes et dans leurs projets et réflexions une fois qu'ils seront élus, en s'appuyant sur l'expérience de vie des plus pauvres.

Porter la voix des plus pauvres :

La première préconisation consiste à **« développer l’intergroupe Lutte contre la pauvreté pour intégrer la lutte contre la pauvreté dans toutes les politiques de l’Union européenne »**. Cet intergroupe transpartisan compte aujourd’hui 23 députés européens et est un lieu d’échanges informels entre les différents groupes politiques du Parlement européen, ainsi qu’entre les députés et les citoyens. « De nombreux députés ne connaissent même pas l’existence de ce groupe et il est important de le défendre ».

Il permet à ses membres de creuser le sujet de la pauvreté et de toujours garder à l’esprit les conséquences que peuvent avoir toutes les décisions prises au niveau de l’Europe sur les plus pauvres», précise Geneviève DE COSTER, membre du pôle politique d’ATD Quart Monde en France. « L’Union européenne donne une direction aux différents États, consacre les droits fondamentaux et, même si les pays s’en éloignent un peu parfois, ils sont obligés de rendre des comptes. Quand on dit qu’on veut une société qui ne laisse personne de côté, on veut aussi une Europe qui ne laisse personne de côté », conclut Geneviève De Coster.

LES PROPOSITIONS D’ATD QUART MONDE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES

La lutte contre la pauvreté à l’échelle européenne pose la question : quel type de société voulons-nous construire ensemble ? Voici les six propositions d’ATD Quart Monde pour une Europe qui ne laisse personne de côté :

- Garantir la participation significative et effective des personnes en situation de pauvreté lors de la conception de toutes les politiques ;
- Intégrer l’approche multidimensionnelle et globale de la pauvreté à l’ensemble des projets législatifs européens conformément à l’ODD1 « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » ;
- Reconnaître l’existence de la discrimination socio-économique dans la législation européenne.
- L’action climatique doit contribuer à l’éradication de la pauvreté et à l’accès aux droits humains fondamentaux.
- Garantir le droit à l’existence légale tout au long de la vie pour toutes les personnes vivant dans un État membre de l’Union Européenne.
- Garantir et mettre en œuvre les régimes de revenus minimum dans tous les États membres afin de permettre à toutes et tous de bénéficier d’un niveau de vie décent

[Retrouvez toutes ces propositions en détail en français](#)